

Septembre 2009

# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2009

*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

Corinne DELOY  
Dominique REYNIÉ  
Pascal PERRINEAU



*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)



ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES 2009  
ANALYSE DES RÉSULTATS  
EN EUROPE ET EN FRANCE

Corinne DELOY  
Dominique REYNIÉ  
Pascal PERRINEAU

*fondapol*  
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire  
Vice-président : Charles Beigbeder  
Directeur général : Dominique Reynié

La présente note est publiée dans le cadre de la série  
« Valeurs », animée par Dominique Reynié.

**Avertissement** : les résultats donnés dans le texte de Pascal Perrineau et dans celui de Corinne Deloy et Dominique Reynié peuvent varier quelque peu. Ces variations – minimes – sont dues à l'utilisation de sources différentes et à la date de rédaction des articles.

En effet, dans certains pays, les résultats officiels ont été disponibles tardivement.

# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES CONFIRMENT LA SUPRÉMATIE DE LA DROITE DANS L'UNION

**Corinne DELOY**

Chargée d'études au Centre d'études et de recherches internationales  
(CERI, Sciences Po-CNRS)

**Dominique REYNIÉ**

Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique  
Professeur des universités (Sciences Po Paris)

Les septièmes élections européennes, qui se sont déroulées du 4 au 7 juin 2009, ont vu la droite s'imposer dans vingt des vingt-sept États membres de l'Union européenne. De son côté, la gauche est arrivée en tête dans sept pays : la Slovaquie, l'Estonie, le Danemark, la Grèce, la Roumanie, Malte et la Suède.

## NOUVELLE BAISSÉ DE LA PARTICIPATION

La participation est une nouvelle fois en recul pour ces élections européennes, les premières à concerner les vingt-sept États. Elle s'élève à 43 %<sup>1</sup> en moyenne dans l'Union, soit 2,7 points de moins que lors du scrutin de 2004 (voir graphiques I et II, p. 40). Ce chiffre est toutefois plus élevé que celui que les sondages avaient anticipé. Il doit également être nuancé. En effet, pour les quinze plus anciens membres de l'Union, la participation s'établit à 47 %, soit un chiffre en baisse de 2,1 points par rapport à 2004. Elle est élevée et stable en Belgique (90,4 %), forte également au Luxembourg (90,7 %), où elle baisse de 0,7 point. Dans ces deux pays, le vote est obligatoire. La participation se maintient en

1. Les résultats des élections européennes de 2009 donnés dans cette étude sont tous issus du site du Parlement européen : [http://www.europarl.europa.eu/parliament/archive/elections2009/fr/index\\_fr.html](http://www.europarl.europa.eu/parliament/archive/elections2009/fr/index_fr.html).

Allemagne (43,3 %) et progresse de près de 1 point en Finlande (40,3 %) et en Espagne (44,9 %). Elle augmente de 11,6 points au Danemark (59,5 %), où un référendum sur l'ordre de la succession au trône était organisé le même jour, et de 7,7 points en Suède (45,5 %). En revanche, la participation a nettement chuté dans deux États : l'Italie (65 %, - 6,7 points), où pourtant des élections locales partielles se déroulaient le même jour, et en Grèce (52,6 %, - 10,6 points), qui traverse une grave crise politique.

La situation est différente dans les douze États qui ont intégré l'Union en 2004 et en 2007. Dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans les îles de Chypre et de Malte, la participation s'est élevée à 28,6 %, elle est donc quasi identique à celle qui a été enregistrée lors des élections de 2004 (+ 1 point), scrutin auquel la Bulgarie et la Roumanie ne participaient pas. L'ancienneté de l'intégration européenne et celle de l'implantation de la démocratie s'imposent donc de nouveau comme des facteurs déterminants de la participation aux élections européennes. Comme il y a cinq ans, Malte décroche la palme du civisme puisque 78,8 % des électeurs de l'archipel se sont rendus aux urnes, ce qui représente cependant un recul de 3,6 points par rapport à 2004. Viennent ensuite la Lettonie (53,7 %), où la participation est en hausse de 12,4 points, et l'Estonie (43,9 %), où elle progresse de 17,1 points. Il faut préciser ici que les élections européennes sont le seul scrutin auquel la communauté russophone de Lettonie, qui ne possède pas la nationalité lettone et ne peut donc pas voter aux élections nationales, est autorisée à participer. En Estonie, le vote par Internet est l'un des éléments qui a favorisé la hausse de la participation : 14,9 % des votants ont utilisé le Web pour accomplir leur devoir civique<sup>2</sup>. La grave crise socio-économique et gouvernementale que connaît le pays a également poussé les électeurs à faire entendre leur voix.

La participation augmente légèrement en Pologne (24,5 %, + 3,6 points) et en Slovaquie (19,6 %, + 2,6 points), les deux pays où elle avait été la plus faible en 2004. Elle se maintient en République tchèque (en dépit de l'appel du président Václav Klaus à l'abstention) et en Slovénie; elle recule légèrement en Hongrie (36,3 %, - 2,2 points), chute plus fortement à Chypre (59,4 %, - 13,1 points). Le vote est obligatoire dans l'île, mais les autorités avaient annoncé qu'aucune sanction ne serait appliquée en cas d'abstention. La participation s'effondre en

2. R. Laffranque, université de Tartu (Estonie), blog : <http://estonie-au-quotidien.over-blog.com/>.

Lituanie (21 %, – 27,3 points), où les électeurs étaient appelés aux urnes pour la troisième fois en huit mois (législatives en octobre 2008 et présidentielle le 17 mai 2009). En 2004, les élections européennes avaient été couplées dans la république balte avec le premier tour de l'élection présidentielle.

L'indifférence croissante au scrutin européen ne doit cependant pas être assimilée à un désintérêt pour l'Europe. Les États d'Europe centrale et orientale, où la participation est la plus faible, sont pourtant, selon toutes les enquêtes Eurobaromètre, ceux où les habitants se montrent les plus satisfaits de l'appartenance de leur pays à l'Union et les plus favorables à la poursuite de l'intégration européenne. La faible participation témoigne davantage de la crise de la démocratie représentative et doit être lue au regard de celle que l'on observe depuis plusieurs années à l'occasion des élections nationales au sein de chacun des États. Dans la grande majorité des vingt-sept pays de l'Union, les électeurs sont en effet de moins en moins nombreux à se rendre aux urnes lors de chaque scrutin national.

Le succès d'un scrutin requiert au moins quatre conditions : la clarté des enjeux, l'existence de règles communes et compréhensibles, un pluralisme maîtrisé et un débat public polarisé. Aucune d'entre elles n'était au rendez-vous en juin 2009. L'érosion continue de la participation menace la légitimité d'une institution, dont le rôle va pourtant croissant au fil des années. Il devient donc urgent de repenser l'organisation et le fonctionnement des élections européennes au regard de la demande de démocratisation de l'Union et d'une « européanisation » de la puissance publique dont rendent compte les enquêtes d'opinion.

## UNE INCONTESTABLE DOMINATION DES DROITES

Lors des élections européennes de juin 2009, la gauche de gouvernement – soit les partis sociaux-démocrates et assimilés – a obtenu 29,2 % des suffrages exprimés au niveau de l'Union. C'est de loin son plus faible résultat depuis la première élection du Parlement européen en 1979. En 2004, le score était de 33,3 %. Globalement, sur l'ensemble de la période 1979-2009, la gauche de gouvernement recule depuis son plus haut niveau atteint en 1989 (39,3 %). Si l'on additionne les suffrages obtenus par la gauche et ceux de l'extrême gauche, c'est-à-dire les voix obtenues par toutes les listes de gauche sans distinction, on obtient un

total de 32,1 %, qui est également le plus faible résultat depuis 1979. Si l'on ajoute encore à l'ensemble des gauches la totalité des votes écologistes – opération qui suppose que tous les électeurs écologistes sont des électeurs de gauche, ce qui n'est certainement pas le cas –, on obtient, en 2009, 37,7 % des suffrages.

De son côté, en 2009, la droite de gouvernement réalise un résultat (44,5 %) en nette progression par rapport à 2004 (39,2 %), sans égaler cependant son meilleur score (51,1 %), obtenu lors des premières élections européennes de 1979. En 2009, la droite devient majoritaire (51,1 %) si l'on additionne toutes les voix de droite, c'est-à-dire en comptabilisant également les voix qui se sont portées sur les partis d'extrême droite (voir tableau I, p. 41).

Après sept élections du Parlement européen au suffrage universel, seul le scrutin de 1989 a vu les gauches (49 %) passer devant les droites (44,8 %). Mais cette exception elle-même paraît forcée dans la mesure où elle suppose d'agrèger à la gauche tous les votes en faveur des listes écologistes. Sans cette hypothèse, la gauche ne réalise, en 1989, que 41,3 % des suffrages exprimés et se retrouve à nouveau derrière la droite (voir tableau I, p. 41).

L'extension du corps électoral européen par l'élargissement ne produit que des effets marginaux (voir graphique II, p. 40). Si l'on recalcule les résultats de 2009 en prenant en considération les seuls suffrages de l'ancienne Europe des Quinze, le total des gauches (sans les écologistes) est de 34 % et celui des droites de 50,4 %. Paradoxalement, dans l'Europe des Quinze, le total des droites atteint un niveau un peu moins élevé que dans l'Europe des Vingt-Sept, tandis que l'extrême droite réalise un meilleur score (8 % au lieu de 6,6 %). L'extrême gauche n'est pas beaucoup plus forte dans l'Europe des Quinze (3,4 %) que dans l'Europe des Vingt-Sept (2,9 %).

Depuis 1979, l'écart entre le total des gauches (sans les écologistes) et le total des droites est en moyenne de 11 points, au profit des droites. C'est en 2009 que cet écart a atteint son plus haut niveau (19 points).

Les forces de droite arrivent en tête dans onze des pays où elles sont actuellement au pouvoir. En Allemagne, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de la chancelière Angela Merkel, recueille 30,7 % des suffrages et devance de 10 points le Parti social-démocrate (SPD). L'autre formation de droite, le Parti démocrate-libéral (FDP), obtient 11 %, soit + 4,8 points par rapport à 2004. En France, l'Union pour un mouvement populaire (UMP) du président Nicolas Sarkozy obtient 27,8 % des

voix (+ 11,3 points par rapport au Parti socialiste, PS). En Finlande, les deux partis de droite qui siègent au gouvernement – le Rassemblement conservateur (KOK) et le Parti du centre (Kesk) – recueillent respectivement 23,2 % et 19 % des suffrages, contre 17,5 % au Parti social-démocrate (SDP), dont c'est le plus faible résultat toutes élections confondues depuis 1962. En Italie, le Parti du peuple de la liberté (PDL) du président du Conseil, Silvio Berlusconi, échoue à atteindre son objectif de 40 % des voix, mais arrive largement en tête (35,2 % des suffrages, contre 26,1 % au Parti démocrate, PD). Aux Pays-Bas, l'Appel chrétien-démocrate (CDA) du Premier ministre, Jan Peter Balkenende, devance, avec 20 % des voix, son partenaire gouvernemental le Parti travailliste (PvdA) de 8 points. Au Luxembourg, le Parti chrétien-social (PCS/CVS) du Premier ministre sortant, Jean-Claude Juncker, arrive en tête avec 31,3 % des voix, contre 19,4 % au Parti socialiste ouvrier (POSL/LSAP) et remporte également les élections législatives qui se déroulaient le même jour que le scrutin européen dans le grand-duché. En Pologne, la Plate-forme civique (PO) du Premier ministre, Donald Tusk, écrase ses adversaires en obtenant 44,4 % des voix (Droit et justice [PiS], autre formation de droite du président, Lech Kaczynski, arrive en deuxième position avec 27,4 % des suffrages). En Lituanie, l'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK) du chef du gouvernement, Andrius Kubilius, recueille 26,8 % des suffrages (+ 8,2 points par rapport au Parti social-démocrate, LSDP). En Irlande, le Fine Gael (FG) obtient 29,1 % des voix. En Belgique, le Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V) arrive en tête du scrutin au niveau national avec 14,4 % des suffrages; il est suivi par une autre formation de droite – les Libéraux et démocrates flamands (Open VLD), qui recueillent 12,7 % des voix. Enfin, en République tchèque, le Parti démocrate civique (ODS) obtient 31,4 % des suffrages, loin devant le Parti social-démocrate (CSSD), qui recueille 22,4 % des voix (voir tableau II, p. 41).

La droite remporte également le scrutin dans huit des pays aujourd'hui gouvernés par la gauche. En Autriche, le Parti populaire (ÖVP) (30 %) devance de 6,3 points son partenaire de coalition, le Parti social-démocrate (SPÖ) du chancelier, Werner Faymann; en Hongrie, l'Alliance des jeunes démocrates (Fidesz), alliée au Parti populaire démocrate-chrétien (KDNP), écrase, avec 56,3 % des suffrages, le Parti socialiste (MZSP) au pouvoir (+ 39 points); en Espagne, avec 42,2 % des suffrages, le leader du Parti populaire (PP), Mariano Rajoy, remporte sa première victoire; au Portugal, contrairement à ce qu'avaient prévu les sondages, le Parti

social-démocrate (PSD), formation de droite, s'impose avec 31,7 % des suffrages ; en Bulgarie, les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) recueillent 24,3 % des voix ; en Slovénie, le Parti démocrate d'opposition (SDS) arrive en tête avec 26,9 % des suffrages, et au Royaume-Uni le Parti conservateur (Cons) recueille 27 % des voix (+ 11,7 points par rapport au Parti travailliste (Lab) du Premier ministre, Gordon Brown. À Chypre, le Rassemblement démocratique (DISY) obtient 35,6 % des suffrages (+ 0,7 point par rapport au Parti progressiste des travailleurs [AKEL] du président et Premier ministre, Demetris Christofias) (voir tableau III, p. 41).

Ces septièmes élections européennes se caractérisent également par la faiblesse du vote sanction. Si les gouvernements de vingt pays avaient été victimes du vote sanction lors du précédent scrutin, en 2004, ils ne sont que douze en 2009 : quatre sont à droite (Grèce, Malte, Danemark, Estonie), huit sont à gauche (Hongrie, Autriche, Portugal, Espagne, Royaume-Uni, Slovénie, Bulgarie et Chypre). On notera que le seul pays où un gouvernement de gauche est parvenu à gagner les élections est la Slovaquie (voir tableau IV, p. 42 ; carte I, p. 44 ; carte II, p. 45).

### IL N'Y A PAS EU DE « VAGUE VERTE »

Au soir des élections européennes du 7 juin 2009, quelques résultats obtenus par les formations écologistes, notamment en France, ont donné à penser qu'une vague électorale verte venait de submerger l'Europe. Cette « vague » est finalement limitée, les écologistes n'ayant réalisé un très bon score qu'au Luxembourg (16,8 %), en France (16,3 %) et en Belgique (13,5 %). Le fait que ces trois pays soient des fondateurs de l'Union européenne et qu'ils accueillent les sièges de la plupart des institutions communes explique peut-être pourquoi le commentaire a pu confondre des résultats particuliers avec un mouvement général.

En termes d'opinion, la montée des préoccupations environnementales et l'intérêt croissant des citoyens pour le développement durable ne font aucun doute. Cette préoccupation s'exprime avec une plus grande netteté dans le cadre de l'Union, la plupart des personnes interrogées jugeant qu'un gouvernement de type transnational est le plus à même d'agir efficacement dans ce domaine. Les enquêtes menées par l'Eurobaromètre nous montrent que la protection de l'environnement constitue l'une des priorités des citoyens, et les questions environnementales (réchauffement

climatique, énergie, etc.) figurent, depuis quelques années déjà, parmi les trois principaux domaines que les Européens souhaitent voir pris en charge par l'Union. Pour autant, au cours de l'année qui a précédé les élections, la montée de la crise économique a fait évoluer la teneur des préoccupations au profit des attentes en matière sociale. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de « vague verte ».

Pour les écologistes, les résultats ont été particulièrement élevés au Luxembourg, en France et en Belgique. Au Luxembourg, Déi Gréng-Les Verts (G) obtient 16,8 % des voix, un résultat élevé et en légère progression par rapport à 2004 (près de 2 points en plus). En France, la coalition Europe Écologie obtient 16,3 % des suffrages en rassemblant autour des Verts, formation située à gauche sur l'échiquier politique, des candidats issus de mouvements d'extrême gauche (comme José Bové), du monde associatif (Karima Delli) ou encore des personnalités de la société civile (Eva Joly). Le résultat est supérieur de près de 9 points à celui obtenu par les Verts en 2004<sup>3</sup>. En Belgique, Écolo obtient 22,8 % au sein du collège électoral francophone et 15,5 % dans le collège germanophone, soit respectivement 13 points et 5 points de plus que lors du précédent scrutin européen (2004)<sup>4</sup>. Dans le collège néerlandophone, Groen! recueille 7,9 % – un résultat équivalent à celui de 2004. Il convient enfin de remarquer que, le vote étant obligatoire en Belgique et au Luxembourg, la comparaison des niveaux électoraux en pourcentage des suffrages exprimés masque des différences. Nul ne sait quel aurait été le résultat des écologistes en France si le vote y était obligatoire et, inversement, quel score ces derniers auraient obtenu en Belgique et au Luxembourg si le droit de s'abstenir y était admis.

Dans ces trois pays, la situation de la gauche présente des similitudes. En France, le Parti socialiste (PS) semble désorienté après trois échecs successifs à l'élection présidentielle (1995, 2002 et 2007). La formation est affaiblie par de fortes divisions internes, l'absence de programme alternatif et un défaut de leadership. En Belgique, le PS, dirigé par Elio Di Rupo, est empêtré depuis 2005 dans de nombreux scandales politico-financiers. Aux dernières législatives de juin 2007, le Parti socialiste belge a, pour la première fois de son histoire, perdu son statut de première formation en Wallonie. En France comme en Belgique, les difficultés des socialistes ont indéniablement profité aux Verts. Au Luxembourg, le POSL/LSAP, qui gouverne en coalition avec le PCS/CVS de Jean-Claude

3. *Id.*, *ibid.*

4. C. Deloy et D. Reynié, *Les Élections européennes de juin 2004*, Paris, PUF, 2005.

Juncker depuis 2004, n'a pas su convaincre les électeurs qu'il pouvait représenter une véritable solution alors même que la majorité des citoyens luxembourgeois citaient la lutte contre le chômage, la politique européenne en faveur de l'emploi et les questions sociales comme les principaux enjeux de ces élections européennes. Dans le grand-duché, à peine 3 points séparent le POSL/LSAP (19,4 %) de Déi Gréng.

Les écologistes restent influents dans la partie la plus septentrionale de l'Europe. Les enquêtes nous montrent de façon régulière l'importance des enjeux environnementaux pour les habitants des pays nordiques. Ainsi, dans le dernier Eurobaromètre (EB70, automne 2008<sup>5</sup>), 19 % des Suédois et 12 % des Finlandais citaient la protection de l'environnement comme l'un des deux premiers problèmes auxquels leur pays devait faire face, contre 4 % en moyenne pour l'ensemble de l'Union, où l'on commençait à voir les effets de la crise économique s'imposer sur l'agenda des préoccupations publiques. Électoralement, les Verts enregistrent, par rapport au scrutin de 2004<sup>6</sup>, une progression en Finlande (12,4 %, + 2 points) et en Suède (11 %, + 5 points)<sup>7</sup>. Les écologistes améliorent également leur résultat au Royaume-Uni (8,4 % des suffrages, + 2,5 points) et aux Pays-Bas (8,9 %, + 1,5 point). En Allemagne (12,1 %), ils maintiennent leur score de 2004. Enfin, les Verts sont en recul en Autriche (9,9 %, - 3 points) et en Irlande (1,1 %, une baisse supérieure à 3 points).

Les écologistes sont en revanche quasi inexistantes à l'est d'un axe Rome-Tallinn, à l'exception de la Pologne, où ils réalisent un score modeste (2,4 %) mais en progression de 2 points par rapport à 2004, et de la Grèce, où ils accomplissent une petite percée (3,4 %, contre 0,6 % en 2004). Ailleurs, le vote écologiste n'existe pas encore ou bien s'effondre, comme en Slovaquie (0,6 %, soit un recul supérieur à 1,5 point), à Chypre (1,5 %), en Hongrie (2,6 %) et en Estonie (3 %, - 1 point). En République tchèque, les écologistes recueillent 2 % des suffrages, perdant 1 point par rapport à 2004, peut-être aussi en raison de la participation de leur chef, Martin Bursík, au gouvernement de Mirek Topolánek, de 2007 à 2009, au poste de ministre de l'Environnement. Martin Bursík a quitté ses fonctions de leader de la formation à l'issue du scrutin européen. À Malte, les Verts d'Alternative démocratique (AD) s'effondrent (2,3 %, - 7,5 points).

5. Disponible sur [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/eb/eb70/eb70\\_annex.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb70/eb70_annex.pdf).

6. C. Deloy et D. Reynié, *Les Élections européennes de juin 2004*, op. cit.

7. *Id.*, *ibid.*

Au niveau de l'Union, le vote écologiste représente 5,6 % des suffrages exprimés. C'est un résultat en progression depuis les premières élections européennes de 1979 (1,7 %), mais ce n'est pas le meilleur score, lequel demeure, à ce jour, celui des élections de 1989 (7,6 %), qui est par ailleurs le seul cas de consultation européenne où les partis de gauche ont devancé ceux de droite. Depuis vingt ans, le vote vert se maintient entre 5 % et 6 % des suffrages exprimés. En 2009, il est même en léger recul par rapport à 2004 (voir tableau V, p. 43).

C'est ici qu'il faut rappeler la poussée de l'abstention au cours de ces trente années d'élections européennes. L'érosion de la participation conduit à souligner un peu plus les difficultés électorales structurelles des écologistes, qui ne parviennent pas plus que les autres partis politiques à convaincre les citoyens de prendre part à l'élection du Parlement européen, alors que ces derniers se déclarent largement convaincus que seul ce niveau transnational est pertinent en une telle matière.

L'écologie est certainement devenue un enjeu trop important en même temps qu'une préoccupation trop largement répandue pour que seuls les partis verts puissent en assurer la défense et la promotion. Au fil du temps, la montée en puissance de la cause a eu pour effet de la déspecialiser. Aucune formation de gouvernement ne peut aller aux urnes sans présenter un solide programme environnemental. Par ailleurs, l'écologie n'est pas tout, et les partis verts n'ont pas su – jusqu'à présent – prendre en charge les autres grands thèmes de préoccupation des citoyens. La généralisation de l'intérêt pour l'écologie et l'incapacité des écologistes à élargir leur vision constituent une double limite à leur progression politique – et notamment électorale.

## CRISE DU CAPITALISME, ÉCHEC DE L'EXTRÊME GAUCHE

On sait que, par nature, la compétition électorale ne constitue pas la bataille de prédilection de l'extrême gauche, mais les élections européennes, en raison de leur mode de scrutin, leur sont cependant plus favorables que d'autres échéances. C'est la raison pour laquelle les différentes organisations d'extrême gauche présentent des candidats. Les résultats qu'ils obtiennent méritent donc notre attention.

Si l'on admet le commentaire général assurant que la crise du capitalisme que nous vivons aujourd'hui est la plus importante que le monde ait connue depuis quatre-vingts ans, il faut alors croire que les États

ont bien rempli leur mission de régulation politique et sociale (ce dont témoigne de manière évidente l'état des finances publiques des pays de l'Union). Les élections européennes de 2009 ont montré qu'une telle crise pouvait ne profiter aucunement à l'extrême gauche. Vingt ans après l'effondrement du communisme, on peut y voir également le dernier prolongement d'une crise sans retour de la gauche radicale, immanquablement prisonnière de la référence communiste. Certes, l'extrême gauche réalise sa meilleure performance de toutes les élections européennes, mais le résultat demeure très faible : 2,9 % des suffrages sur l'ensemble de l'Union. Si l'on prend en compte le contexte de hausse de l'abstention, on peut même noter un nouveau recul du nombre des électeurs d'extrême gauche. Électoralement, celle-ci reste une force marginale en Europe. À l'exception de la France, les partis sociaux-démocrates l'ont bien compris (voir tableau VI, p. 43).

Présente de manière significative dans seulement neuf des vingt-sept États membres, l'extrême gauche ne dépasse 10 % des suffrages exprimés qu'en Irlande et au Portugal. En Irlande (11,2 %), elle le doit au Sinn Féin (« Nous seuls » en gaélique), qui progresse de près de 3,5 points par rapport à 2004. Au Portugal, c'est le Bloc des gauches (BE) qui attire 10,7 % des électeurs (plus de 5 points de hausse). Au Luxembourg, Déi Lénk-La Gauche (L) double son résultat de 2004, mais pour atteindre seulement 3,4 %, quand le Parti communiste (KPL) continue de végéter (1,5 %). En France, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) recueille 4,9 % des suffrages, tandis que Lutte ouvrière (LO) obtient 1,2 % des voix. Les deux formations réalisent ensemble 6 % des suffrages exprimés, ce qui représente une progression de 3 points par rapport à 2004<sup>8</sup>. Il n'en demeure pas moins que le Nouveau Parti anticapitaliste a, cette fois, échoué dans son projet de rassembler plus largement que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dont il est issu.

Aux Pays-Bas, le Parti socialiste (SP) maintient ses positions antérieures (7,1 %), tandis que, dans le même temps, la droite populiste progresse fortement dans le royaume. En Grèce, l'agitation politique de ces derniers mois, qui a parfois fait penser à une situation pré-insurrectionnelle, n'a profité ni au Parti communiste, l'un des derniers encore influents en Europe, ni à la gauche radicale. Le Parti communiste grec (KKE) a rassemblé 8,3 % des suffrages, ce qui est un recul par rapport à 2004 (- 1 point). La Coalition de la gauche radicale (Synaspismos)

8. *Id.*, *ibid.*

obtient un résultat honorable (4,7 %), mais en baisse par rapport à 2004 (- 0,5 point). En Finlande, l'Alliance des gauches (VAS) recueille 5,9 % des suffrages, tandis qu'elle atteignait presque 10 % lors des élections précédentes. En Suède, le Parti de la gauche (VP) perd plus de 7 points (5,6 %). En Pologne, Samoobrona (SO) s'effondre (1,4 %), en recul de plus de 9 points.

### PENDANT LA CRISE ÉCONOMIQUE, LE VOTE PROTESTATAIRE EST À DROITE

L'extrême droite était représentée de manière significative dans dix-neuf pays de l'Union lors des élections européennes de 2009. Les partis d'extrême droite obtiennent traditionnellement des résultats deux à trois fois supérieurs à ceux de l'extrême gauche dans les scrutins européens. C'est encore le cas en 2009, même si on note cette année un recul des votes d'extrême droite dans l'ensemble de l'Union (- 1,5 point) par rapport au scrutin de 2004<sup>9</sup> (voir tableau VII, p. 43).

Les performances de l'extrême droite dans certains pays laissent entrevoir la possibilité d'une résurgence de ce vote, même si cela n'est pas encore manifeste au niveau de l'Union. Les partis d'extrême droite réalisent un score particulièrement élevé dans huit États : en Belgique (21,8 %), si l'on additionne au niveau national les résultats de quatre partis (Vlaams Belang, VB; Front national, FN; Nouvelle Alliance flamande, N-VA; Liste Dedecker, LDD); en Autriche (17,3 %), si l'on additionne les résultats de deux formations concurrentes (Parti libéral d'Autriche, FPÖ; Alliance pour l'avenir de l'Autriche, BZÖ); aux Pays-Bas (17 %); au Danemark (14,8 %); en Hongrie (14,8 %); en Finlande (14 %), où les Vrais Finlandais (PS) se présentaient toutefois en coalition avec les chrétiens-démocrates; en Bulgarie (11,9 %); en Italie (10,2 %).

Aux Pays-Bas, le député Geert Wilders a fait du Parti de la liberté (PVV) la deuxième formation politique du pays (17 %). Il a mené une campagne contre l'Union européenne, militant notamment contre une éventuelle intégration de la Turquie, et contre « l'islamisation de la société néerlandaise ». Depuis plusieurs années, chaque scrutin est l'occasion pour les Néerlandais d'exprimer leur malaise. Réputés pour leur tolérance et leur sens du consensus, les Pays-Bas traversent une profonde crise identitaire, donnant le sentiment d'être plus divisés que jamais. En

9. *Id.*, *ibid.*

2002, l'émergence de Pim Fortuyn sur la scène politique avait agité le royaume et mis à mal le système politique consensuel qui caractérisait le pays depuis des décennies. « Les Pays-Bas sont pleins », affirmait le leader populiste ; son programme était centré sur l'arrêt de l'immigration et le bannissement de l'islam, qu'il qualifiait de « culture retardataire ».

En Belgique, l'extrême droite tire également profit de la crise politique et institutionnelle qui secoue fortement le pays : après les élections législatives de juin 2007, plus de six mois ont été nécessaires pour former un gouvernement. Au niveau national, les votes pour l'extrême droite se répartissent entre quatre formations concurrentes : le Vlaams Belang (10,9 %), la Nouvelle Alliance flamande (8,2 %), la Liste Dedeker (4,5 %) et le Front national (1,33 %). La présence de l'extrême droite est surtout importante en Flandre, où les aspirations sécessionnistes sont de plus en plus fortes. Selon les collèges électoraux, les résultats sont les suivants. Collège néerlandophone : Vlaams Belang (15,9 %), Nouvelle Alliance flamande (9,9 %), Liste Dedeker (7,3 %). Collège francophone : Front national (3,5 %).

La Hongrie est confrontée depuis plusieurs années à l'activisme politique de l'extrême droite, qui tente de profiter de la période difficile que traverse le pays sur le plan tant politique (polarisation exacerbée) qu'économique (gigantesque déficit du budget, qui impose au gouvernement de mener une politique de rigueur). Fortement touchée par la crise économique actuelle, la Hongrie doit à l'appui du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne d'avoir évité la banqueroute. Le pays a connu de violentes émeutes au cours desquelles les milices d'extrême droite se sont illustrées, comme durant l'automne 2006. Le Premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsány, a été poussé à la démission trois mois avant un scrutin européen d'où son parti (Parti socialiste, MSZP) est sorti laminé (17,3 %, soit un recul de 17 points), écrasé par l'opposition de droite de l'Alliance des jeunes démocrates (Fidesz-KDNP) (56,3 %) <sup>10</sup>. Le parti d'extrême droite Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) talonne donc, avec 14,7 % des voix, le Parti socialiste.

En Finlande, la poussée de l'extrême droite s'inscrit dans une dynamique électorale plus ancienne. Les Vrais Finlandais ont en effet réalisé un résultat élevé (5,4 %) lors des dernières élections municipales (octobre 2008). À cette occasion, les enquêtes postélectorales avaient montré que cette formation politique avait attiré de nombreux anciens

10. *Id., ibid.*

électeurs du Parti social-démocrate. Manifestement, les Finlandais se sont servis du scrutin européen pour manifester de nouveau leur mécontentement. Par rapport aux élections locales, le parti des Vrais Finlandais progresse de façon spectaculaire (14 %), profitant certainement de son alliance avec les chrétiens-démocrates. Le leader de la formation, Timo Soini, est par ailleurs le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix sur son nom.

En Autriche, l'extrême droite réunit 17,3 % des suffrages si l'on additionne les bulletins de deux formations par ailleurs concurrentes, le FPÖ et le BZÖ. L'extrême droite autrichienne est en forte progression depuis près d'une dizaine d'années. En 2000, le FPÖ avait été la première formation d'extrême droite à entrer dans un gouvernement national de l'Union européenne. Lors des dernières élections législatives (septembre 2008), les deux partis d'extrême droite avaient rassemblé 28,2 % des suffrages, soit 17,5 % pour le FPÖ et 10,7 % pour le BZÖ<sup>11</sup>. L'extrême droite est la grande bénéficiaire de l'effondrement des deux partis qui dominent la vie politique depuis la naissance de la République autrichienne, en 1918. Le SPÖ et l'ÖVP, membres de la coalition gouvernementale sortante, n'ont réuni à eux deux que 55,1 % des voix aux dernières législatives, soit leur plus faible résultat dans l'histoire du pays. Dans les années 1970, les deux formations rassemblaient en moyenne 90 % des voix. Avec 4,6 % des voix recueillis le 7 juin 2009, le BZÖ, dont le leader, Jörg Haider, est décédé le 11 octobre 2008, a enregistré un repli par rapport au dernier scrutin national, où il avait recueilli 10,7 % des suffrages<sup>12</sup>. Pour finir, on notera qu'il n'y a pas en Autriche de formation populiste d'extrême gauche. À ce jour, l'extrême droite concentre l'ensemble du vote protestataire.

Au Danemark, le Parti du peuple danois (14,8 %) améliore significativement son résultat de 2004 (+ 8,5 points)<sup>13</sup>. Remarquons que si le scrutin européen est traditionnellement favorable, dans le royaume, aux mouvements eurosceptiques, tels le Mouvement du peuple contre l'Union européenne (Folk.B) et le Mouvement de juin (J), ces deux partis n'obtiennent, en 2009, que 9,3 % des voix. Il est donc probable que certains sympathisants de ces mouvements aient finalement choisi de voter en faveur d'un parti également eurosceptique, mais plus solidement installé au cœur de la vie politique nationale.

11. C. Deloy, « Les deux "grands" partis sévèrement sanctionnés par les Autrichiens, l'extrême droite en progression », Fondation Robert-Schuman, 2008. Disponible sur : <http://www.robert-schuman.org/oe.php?num=537>.

12. *Id.*, *ibid.*

13. C. Deloy et D. Reynié, *Les Élections européennes de juin 2004*, *op. cit.*

La percée de l'extrême droite en Bulgarie date des élections législatives de juin 2005, quand la formation Ataka avait recueilli 8,1 % des suffrages<sup>14</sup>. Le pays, qui compte d'importantes minorités, avait jusqu'à cette date évité les tensions ethniques à l'origine des guerres qui ont ensanglanté les Balkans après la chute du communisme. Depuis lors, Ataka se maintient, voire progresse. Son leader, Volen Siderov, avait ainsi contraint le chef de l'État, Georgui Parvanov, à un second tour lors de l'élection présidentielle de 2007. Le pays est aujourd'hui durement touché par la crise économique et a connu plusieurs émeutes antigouvernementales à la fin de l'année 2008. Au pouvoir depuis juin 2005, le gouvernement socialiste de Sergueï Stanichev possède une très faible marge de manœuvre. Il a conduit une politique de rigueur budgétaire difficilement compensée par une augmentation des retraites et du traitement des fonctionnaires. Une grande partie de la population vit très difficilement la transition économique, d'autant plus que persiste dans le pays une corruption endémique. Le vote en faveur d'Ataka apparaît donc comme un vote sanction contre la classe politique dans son ensemble. Par ailleurs, la formation nationaliste a fait campagne sur le rejet de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, un sujet porteur dans un pays frontalier avec Ankara et où la minorité turque représente 8 % de la population.

On notera que l'extrême droite est en hausse par rapport à 2004 dans sept des huit pays où elle réalise un résultat à deux chiffres : la progression est de 14 points aux Pays-Bas, de 13,5 points en Finlande, de 12,5 points en Hongrie, de 11 points en Autriche, de 8,5 points au Danemark, de 7,9 points en Belgique et de 5 points en Italie. Seule exception, la Bulgarie, où Ataka recule de plus de 2 points par rapport au précédent scrutin européen (20 mai 2007, à la suite de l'adhésion de ce pays à l'Union)<sup>15</sup>.

Dans cinq autres États, l'extrême droite obtient des résultats compris entre 5 % et 10 % des suffrages. En Roumanie, le Parti de la grande Roumanie (PRM), qui avait échoué à entrer au Parlement lors des élections législatives de novembre 2008, obtient 8,6 %, soit une progression de 5 points par rapport au précédent scrutin européen (25 novembre 2007, à la suite de l'adhésion de ce pays à l'Union)<sup>16</sup>. Au

14. *Id.*, *ibid.*

15. *Id.*, *ibid.*

16. C. Deloy et M. Lupaescu, « Victoire aux voix du Parti social-démocrate ; mais victoire en sièges du Parti démocrate-libéral du président de la République Traian Basescu aux élections parlementaires roumaines », Fondation Robert-Schuman, 2008. Disponible sur : <http://www.robert-schuman.org/oee.php?num=547>.

Royaume-Uni, le Parti national britannique (BNP) recueille 8,4 % des suffrages, améliorant de 3,5 points son résultat de 2004 et obtenant ainsi ses deux premiers sièges au Parlement de Strasbourg<sup>17</sup>. Par sa campagne virulente, la formation de Nick Griffin a su, comme le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), profiter des effets qu'a eus sur l'opinion britannique la conjonction d'une crise économique et des scandales politico-financiers. La principale victime de cette campagne menée par les formations extrémistes est sans doute la plus importante formation d'opposition du royaume, le Parti conservateur, qui ne parvient pas à atteindre l'objectif de 30 % des voix qu'il s'était fixé. En Grèce, c'est l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS) qui semble profiter du marasme, recueillant 7,1 % des voix, soit une progression de 3 points par rapport à 2004, dans un climat de crise économique, d'émeutes et, là encore, de scandales politico-financiers. En outre, quelques semaines avant le scrutin, majorité et opposition avaient échoué à s'accorder sur les mesures à mettre en œuvre pour affronter la crise économique. En Slovaquie, le Parti national slovaque (SNS) obtient 5,5 % (+ 3,5 points par rapport à 2004). En France, en revanche, le Front national (FN) recueille un résultat médiocre (6,3 %), en baisse de 3,5 points<sup>18</sup>.

L'extrême droite recule également en Pologne, où les différentes listes qui totalisaient 22,8 % en 2004<sup>19</sup> tombent à 8,9 % en 2009. De même, en République tchèque, le Parti des travailleurs (DS) et le Parti national (NP) échouent complètement, obtenant respectivement 1 % et 0,2 % des voix, après avoir mené une campagne identitaire particulièrement agressive et provoqué une très vive polémique en parlant de « solution finale pour régler le problème rom ».

Présente dans plus des deux tiers des États de l'Union, l'extrême droite ne forme cependant pas un groupe homogène et ne peut évidemment pas être appréhendée comme une force politique unie. Ainsi, le PVV de Geert Wilders ne se considère pas comme une formation d'extrême droite et n'envisage pas d'intégrer au Parlement européen un groupe de cette tendance politique. Conscient de ce problème, le leader du Parti national britannique, Nick Griffin, s'est rapproché durant la campagne d'autres formations nationalistes tels que le Jobbik, le SNS, le PRM – qui a plusieurs fois tenté de rejoindre le Parti populaire européen (PPE) – et Ataka, en Bulgarie, afin de former un groupe d'extrême droite au Parlement européen. En vain.

17. C. Deloy et D. Reynié, *Les Élections européennes de juin 2004*, op. cit.

18. *Id.*, *ibid.*

19. *Id.*, *ibid.*

En dépit de leurs traits communs tels que le rejet des élites, l'opposition à l'immigration, le recours à l'État protecteur face à la crise et des revendications identitaires, les formations d'extrême droite demeurent hétéroclites. Ainsi, le Parti du peuple danois est à la fois xénophobe et défenseur du modèle de la flexisécurité; le Vlaams Belang en Belgique ou la Ligue du Nord en Italie récusent le principe d'une solidarité nationale, tandis que, à l'inverse, l'identité nationale, notamment à travers le rejet de l'islam, figure au cœur du discours du Front national en France et du Parti national britannique. Enfin, certaines formations sont eurocritiques, comme Ataka en Bulgarie, tandis que d'autres demandent purement et simplement le retrait de leur pays de l'Union, comme le Front national en France.

### L'ENLISEMENT DES EUROSCEPTIQUES

Les septièmes élections européennes marquent un nouvel échec des eurosceptiques, en retrait par rapport à 2004. Avec 3,2 % des suffrages, les formations critiques, parfois opposées à l'Union européenne, demeurent marginales. L'affirmation du rôle des États face à la crise économique et financière mondiale a certainement affaibli l'argumentaire des souverainistes en montrant que l'appartenance à l'Union n'empêchait pas la mobilisation de la puissance publique nationale. De surcroît, la plupart des Européens sont convaincus du rôle protecteur de l'Union et plus encore de celui de l'euro. Dans ce *xxi*<sup>e</sup> siècle commençant, aller seul ne rassure pas grand monde. La promesse souverainiste suscite un plus grand scepticisme que la coopération européenne (voir tableau VIII, p. 25).

Une exception cependant, l'Autriche, où la liste conduite par Hans-Peter Martin obtient un excellent résultat, que les sondages n'avaient d'ailleurs pas anticipé. L'ancien eurodéputé du SPÖ recueille 17,6 % des suffrages et améliore de 4 points son résultat de 2004<sup>20</sup>. Ce succès prend place dans un pays où l'hostilité à l'Europe constitue un puissant courant d'opinion porté par l'ensemble des partis politiques. Pendant les élections européennes, aucune formation hormis Les Verts n'a été en mesure de mener campagne en expliquant ce que l'adhésion à l'Union avait apporté à l'Autriche. Pour le scrutin européen, Hans-Peter Martin a été soutenu par le *Kronen Zeitung*, journal aux 3 millions de lecteurs par

20. *Id.*, *ibid.*

jour, qui appartient à l'euroseptique Hans Dichand. C'est dans ce même quotidien que, le 26 juin 2008, le précédent chancelier autrichien, Alfred Gusenbauer (SPÖ), et celui qui l'a remplacé à ce poste, Werner Faymann (SPÖ), avaient publié une lettre ouverte dans laquelle ils affichaient leur souhait de voir toute modification des traités européens touchant aux intérêts autrichiens être décidée par référendum. En septembre, le SPÖ n'avait pas hésité à s'allier aux deux formations d'extrême droite du pays (le FPÖ et le BZÖ) pour voter au Parlement un projet de loi en ce sens.

Outre-Manche, l'UKIP, qui réclame la sortie du pays de l'Union européenne, a obtenu un résultat quasi identique à celui de 2004 (16,5 % des suffrages)<sup>21</sup>. La deuxième position de l'UKIP illustre plus la déroute du Parti travailliste et les difficultés au pouvoir du Premier ministre, Gordon Brown, qu'une réelle implantation de la formation souverainiste.

En Suède et au Danemark, le recul des listes euroseptiques se fait sur fond de forte participation électorale. Celle-ci a bondi de 7 points en Suède (45,5 %) et de 12 points au Danemark (59,5 %), ce qui peut être lu comme une acceptation de l'intégration européenne<sup>22</sup>. Traditionnellement, dans ces deux royaumes, le scrutin européen est favorable aux mouvements euroseptiques, soit, au Danemark, le Mouvement du peuple contre l'Union européenne et le Mouvement de juin (J), et, en Suède, la Liste de juin (J). Le Mouvement du peuple contre l'Union européenne souhaite voir le Danemark quitter l'Union, tandis que le Mouvement de juin, favorable au maintien du pays parmi les Vingt-Sept, se bat pour conserver les clauses d'exemption dont bénéficie le pays en matière d'union monétaire, de politique étrangère et de sécurité, de police et de justice. En Suède, la Liste de juin s'effondre. En 2004, elle avait recueilli 14,4 % des voix, devenant le troisième parti du pays. En 2009, elle tombe à 3,5 %. Au Danemark, le Mouvement du peuple contre l'Union européenne et le Mouvement de juin ont, de 1979 à 1999, recueilli environ 20 % des suffrages à chaque scrutin européen. Le recul amorcé en 2004 (13 %) est confirmé et amplifié par les élections de juin 2009 (9,3 %). En revanche, on notera la forte progression du Parti socialiste populaire (SF, 15,4 %, + 7,5 points par rapport à 2004)<sup>23</sup>. La formation, précédemment euroseptique, a, ces deux dernières années, évolué vers une position favorable à une plus forte intégration euro-

21. *Id.*, *ibid.*

22. *Id.*, *ibid.*

23. *Id.*, *ibid.*

péenne. Elle reste toutefois opposée à la politique agricole commune (PAC) et à l'adhésion du royaume à l'Union économique et monétaire (UEM).

L'échec eurosceptique le plus retentissant est celui de l'organisation souverainiste Libertas, dont l'objectif déclaré est de défendre la démocratie et la transparence au sein des institutions européennes. Fondée par l'homme d'affaires Declan Ganley, Libertas présentait des candidats dans dix États membres : Pologne, Malte, Royaume-Uni, Espagne, République tchèque, France, Estonie, Italie, Irlande et Lettonie. Son objectif était d'envoyer cent élus à Strasbourg. Declan Ganley est lui-même sèchement battu dans la circonscription nord-ouest de l'Irlande. Le président de Rivada Networks a finalement annoncé son retrait de la vie politique et affirmé qu'il ne ferait pas campagne contre la ratification du traité de Lisbonne lors du nouveau référendum qui sera organisé sur ce sujet en Irlande le 2 octobre 2009. Libertas n'aura finalement qu'un député au sein de la nouvelle assemblée : le président du Mouvement pour la France (MPF), Philippe de Villiers, qui doit son élection à son implantation régionale. Dans l'Hexagone, sa formation, alliée à Chasse, pêche, nature et tradition (MPF-CPNT) sous la bannière Libertas recueille 4,6 % des suffrages.

En République tchèque, la formation eurosceptique du Parti des citoyens libres (SSO) ne recueille que 1,2 % des voix. Cet échec est d'autant plus intéressant que ce parti a été fondé en 2009 par un proche du président de la République tchèque, Václav Klaus, bien connu pour son engagement contre Bruxelles, qui l'avait amené à démissionner de la présidence d'honneur de sa formation, le Parti démocrate civique, qu'il jugeait trop favorable à l'Union.

Les élections européennes de juin 2009 ne recèlent aucune trace de la crise économique. Les partis protestataires – qui sont les plus hostiles à l'Union – ont tous échoué, et le vote sanction a épargné la majorité des gouvernements. En revanche, ce scrutin marque l'échec spectaculaire de la gauche de gouvernement, que celle-ci soit au pouvoir ou dans l'opposition. Symétriquement, les élections ont été clairement dominées par la droite, confirmant en cela une tendance que l'on observe au niveau national depuis plusieurs années. En effet, au pouvoir dans les deux tiers des États membres (dix-huit sur vingt-sept), la droite est prédominante dans l'Union européenne.

Il appartiendra aux prochaines élections nationales de nous éclairer sur la valeur des enseignements du scrutin de juin 2009. Le 5 juillet, les

Bulgares ont confirmé leur vote du 7 juin en sanctionnant le gouvernement socialiste de Sergueï Stanichev et en se prononçant majoritairement pour les forces de droite au scrutin législatif. Le prochain rendez-vous électoral important aura lieu en Allemagne, le 27 septembre 2009, jour des élections fédérales outre-Rhin.



# LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE JUIN 2009 EN FRANCE

**Pascal PERRINEAU**

Directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF, UMR CNRS)

Professeur des universités (Sciences Po Paris)

Membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique

En dépit d'une campagne atone et de faible intensité, les élections européennes du 7 juin 2009 ont réservé quelques fortes surprises qui dessinent, à l'horizon des prochaines échéances régionales (2010) et nationale (2012), un paysage politique en voie de recomposition.

## UNE CAMPAGNE PEU MOBILISATRICE

L'intérêt des électeurs a été constamment faible et a même montré des signes d'essoufflement au fur et à mesure que la campagne officielle se développait. Alors qu'une enquête LH2-nouvelobs.com du 11 mai 2009<sup>1</sup> annonçait que 54 % des Français interrogés se déclaraient « très ou assez intéressés » par la campagne, ils n'étaient plus que 43 % à déclarer être « beaucoup ou assez intéressés » les 25 et 26 mai (enquête TNS SOFRES-Logica réalisée pour France Télévisions, Radio France et *Le Monde*<sup>2</sup>), 44 % les 27 et 28 mai (SOFRES) et 45 % le 2 juin, à cinq jours du scrutin (SOFRES). L'intérêt est particulièrement faible chez les 18-24 ans (33 %), les 25-34 ans (31 %), les ouvriers (28 %) et les électeurs proches du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA, 31 %). En revanche, il est sensiblement plus élevé chez les personnes âgées (57 % chez les 65 ans et plus), les cadres et les professions intellectuelles (57 %), les électeurs du Front de gauche (60 %), du Mouvement démocrate

1. Disponible sur : <http://tempsreel.nouvelobs.com/file/694836.pdf>.

2. Disponible sur : [http://www.tns-sofres.com/\\_assets/files/2009.06.04-baro-europ2009-v3.pdf](http://www.tns-sofres.com/_assets/files/2009.06.04-baro-europ2009-v3.pdf).

(MoDem, 61 %) et de l'Union pour un mouvement populaire (UMP)-Nouveau Centre (57 %), ainsi que chez les électeurs qui ont voté « oui » au Traité constitutionnel européen en 2005 (65 %). Cette faiblesse de l'intérêt pour les élections européennes n'est pas une caractéristique de la seule France : en décembre 2008, une enquête Eurobaromètre<sup>3</sup> montrait que l'intérêt pour ces élections ne dépassait les 50 % que dans six des vingt-sept pays de l'Union européenne (Irlande, Pays-Bas, Malte, Roumanie, Grèce, Danemark).

La campagne française a été particulièrement tardive dans la mesure où la sélection des listes définitives a été longue (particulièrement à l'UMP). Les scrutins européens étant souvent peu favorables aux partis de gouvernement, le Parti socialiste (PS) et l'UMP n'ont pas mis beaucoup de bonne volonté pour entrer précocement en campagne.

Cette inertie a été renforcée par le fait que l'on avait affaire en France à une « campagne sèche ». En effet, la France fait partie des onze pays où les élections européennes n'étaient associées à aucune autre élection, nationale ou locale, qui aurait pu entraîner une dynamique de campagne plus forte.

## UNE CAMPAGNE « NATIONALE »

En dépit de « bonnes intentions européennes » affichées, la campagne a été marquée par une forte nationalisation, sensible dans plusieurs indicateurs. Tout d'abord, la sélection des candidats s'est, la plupart du temps, faite plus sur des critères nationaux (équilibre entre sensibilités politiques et courants intra-partisans, reconversion de personnels en disgrâce...) que sur des critères de compétence européenne. Ensuite, les listes de gauche et particulièrement celles du PS ont mis en avant une thématique très anti-Sarkozy, confondant élections européennes et « pré-présidentielle ». Seuls les leaders d'Europe Écologie ont su échapper à ce tropisme. Quand un enjeu européen est arrivé à franchir le mur de l'indifférence, il n'est pas parvenu à rester durablement au cœur des discussions plus de quelques jours ou à structurer fortement le débat autour d'un clivage signifiant (débat sur la « conception » de l'Europe alors que tout le monde se bat, de gauche à droite, autour du thème d'une Europe protectrice ; question du poste de président de la Commission européenne et d'une solution autre que la reconduction de José Manuel

3. Disponible sur : [http://www.europarl.fr/ressource/static/files/EB70\\_Resultats\\_bruts\\_FR.pdf](http://www.europarl.fr/ressource/static/files/EB70_Resultats_bruts_FR.pdf).

Barroso; entrée de la Turquie dans l'Union européenne...). Cette difficulté à faire vivre des enjeux européens et à organiser le débat autour de ceux-ci est largement liée à la volonté des grands partis d'éviter le clivage européen qui les traverse et les divise (particulièrement le PS). Enfin, les préoccupations hexagonales se sont, la plupart du temps, imposées : les primaires pour les régionales à l'UMP, la réforme des hôpitaux, la publication du livre de François Bayrou, la sécurité particulièrement en milieu scolaire, la grippe A, les rumeurs de remaniement gouvernemental, le drame du vol Rio de Janeiro-Paris d'Air France...

### UNE OPINION PLUS « EUROPÉENNE » QU'ON NE VEUT BIEN LE CROIRE

Ce centrage national de la précampagne et de la campagne s'est retrouvé en décalage avec les attentes d'une opinion dont le tropisme européen est plus important qu'on ne veut souvent bien le croire : une majorité des électeurs interrogés se préoccupe d'Europe et non de problèmes nationaux ou de logiques nationales. Selon un sondage BVA réalisé du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2009<sup>4</sup>, 51 % des personnes interrogées déclarent ne pas voter en fonction du gouvernement, 24 % souhaitent sanctionner le gouvernement, 20 % déclarent le soutenir. Les électeurs qui ont le moins le tropisme national sont ceux d'Europe Écologie (69 % ne votent pas en fonction du gouvernement) et ceux du MoDem (69 %). Pour une majorité d'électeurs (59 %), la construction européenne reste une source d'espoir (quand il s'agit pour 33 % d'une source de crainte).

Les électeurs ont attendu (du moins dans le spectre qui va du PS à l'UMP) qu'on leur « mette en musique » cet espoir, et cela n'est pas vraiment venu, comme si la classe politique d'aujourd'hui ne parvenait pas à pallier le déficit des « grands Européens » que furent, chacun à leur manière, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Delors, François Mitterrand ou encore Simone Veil.

En revanche, pour les électors des extrêmes, c'est la « source de crainte » qui l'emporte : 57 % pour les personnes ayant l'intention de voter pour une liste Lutte ouvrière (LO); 57 % pour celles qui veulent voter pour une liste NPA; 60 % pour celles qui ont l'intention de choisir une liste Libertas et 71 % pour celles qui envisagent de voter pour une liste du Front national (FN).

4. Disponible sur : [http://www.bva.fr/gene/expe/download.php?sequence=sondage\\_fiche\\_ecc4090b639c47f-89b453980923afb8e](http://www.bva.fr/gene/expe/download.php?sequence=sondage_fiche_ecc4090b639c47f-89b453980923afb8e).

À l'examen d'un sondage IPSOS-Le Point, réalisé du 29 au 30 mai 2009<sup>5</sup>, sur le sentiment que la campagne menée par les listes est bonne ou mauvaise, on devine les lignes de force des résultats électoraux à venir. Pour 42 % des personnes interrogées, la campagne des listes Europe Écologie est bonne (30 % seulement la jugent mauvaise); 37 % des personnes interrogées considèrent que la campagne de l'UMP et du Nouveau Centre est bonne (37 % la jugent mauvaise). L'appréciation devient négative pour les listes du MoDem (34 % bonne, 38 % mauvaise) et surtout pour celles du PS (25 % bonne, 52 % mauvaise). Il est frappant de constater que les listes les plus « européennes », celles d'Europe Écologie, sont les mieux placées dans l'opinion.

Un autre décalage, cette fois-ci entre l'opinion publique et les institutions européennes, doit être relevé. La hiérarchie des thèmes importants aux yeux des électeurs et celle qui est adoptée par les institutions européennes ne sont pas les mêmes. Pour les électeurs, le trio des questions essentielles en ce qui concerne l'action des institutions européennes dans le futur est la lutte contre l'insécurité, l'immigration et l'enjeu environnemental, alors que les questions économiques sur lesquelles l'Union européenne a été construite ne recueillent qu'un faible soutien d'opinion. Beaucoup d'observateurs des institutions européennes, tel Fritz Scharpf<sup>6</sup>, ont pu considérer que la légitimité de l'Europe passait essentiellement par les « outputs<sup>7</sup> » des institutions européennes. Au regard des données citées plus haut, on s'aperçoit que cette « légitimité par les outputs » ne suffit pas à elle seule, qu'elle est une légitimité « faible » et qu'elle gagnera, à l'avenir, à s'articuler aux attentes de citoyens en chair et en os, avec leurs désirs à eux, et non aux attentes plus ou moins abstraites qu'on leur prête.

Une fois de plus, et en dépit d'une tentative d'information sur les rouages principaux de l'Union européenne, cette campagne a été le reflet de la mauvaise connaissance de l'institution parlementaire et du processus électif. D'après un sondage Eurobaromètre de début 2009 (EB71)<sup>8</sup>, seulement 39 % des Français disent que l'affirmation « Les membres du Parlement européen sont élus directement par les citoyens de chaque État membre » est vraie (contre 53 % dans l'ensemble des vingt-sept pays de l'Union européenne). La France est le pays qui connaît le moins bien le mode d'élection des députés au suffrage universel direct.

5. Disponible sur : <http://www.ipsos.fr/Canallpsos/poll/8613.asp>.

6. F. Scharpf, *Governing in Europe. Effective and democratic ?*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

7. Les *outputs* sont les décisions produites par les diverses institutions européennes (directives, règlements, etc.).

8. Disponible sur : [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/eb71\\_first\\_results.zip](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/eb71_first_results.zip).

## UNE CAMPAGNE FRAGMENTÉE

Le mode de scrutin adopté en 2004 et organisé dans le cadre de « grandes régions » n'a créé ni lisibilité ni attractivité, tout au contraire. Tout comme lors des élections européennes de 2004, la campagne a révélé chez les électeurs une profonde ignorance de ces « communautés de vote » très artificielles et ne correspondant à aucun territoire d'appartenance. La connaissance des têtes de liste dans les huit « grandes régions » s'est révélée plus faible que celle des anciennes têtes de liste qui s'exprimaient jadis dans le cadre de l'unique circonscription nationale.

Enfin, cette campagne des élections européennes de juin 2009 s'inscrit dans la longue période de déstructuration d'un comportement électoral qui devient davantage intermittent et labile, particulièrement chez les jeunes. À quelques jours du scrutin, interrogés par la SOFRES (2 juin)<sup>9</sup>, 33 % des sondés déclarent qu'ils peuvent encore changer d'avis. Plus d'un jeune électeur sur deux est dans cet état d'esprit. Cette fluidité des intentions de vote pouvait réserver des surprises. À cet égard, les élections du 7 juin ne vont pas décevoir. Les listes de la coalition au pouvoir (UMP-Nouveau Centre) vont arriver largement en tête, celles d'Europe Écologie vont être roue dans roue avec celles du PS, le MoDem va connaître une très profonde désillusion électorale, et les protestations extrémistes vont rester dans un statut de marginalité.

## UNE PARTICIPATION FAIBLE

Dans la chaîne des sept élections européennes qui se sont tenues depuis 1979, celles de 2009 ont été les moins mobilisatrices (voir graphique 1, p. 46) ; 59,4 % des électeurs inscrits ont choisi l'abstention. Déjà haute en 2004, l'abstention a connu une poussée de 2,2 %. Cette abstention élevée touche tous les électors, mais atteint des niveaux vertigineux chez les jeunes (selon le sondage « jour du vote »<sup>10</sup> TNS SOFRES-Logica réalisé pour France Télévisions, Radio France, *Le Monde* et *Le Point*, 70 % des 18-24 ans et 72 % des 25-34 ans se sont abstenus) et parmi les couches populaires (66 % des employés, 69 % des ouvriers, 77 % des artisans

9. Enquête TNS SOFRES-Logica réalisée pour France Télévisions, Radio France et *Le Monde*. Disponible sur : [http://www.tns-sofres.com/\\_assets/files/2009.06.04-baro-europ2009-v3.pdf](http://www.tns-sofres.com/_assets/files/2009.06.04-baro-europ2009-v3.pdf).

10. Disponible sur : [http://www.tns-sofres.com/\\_assets/files/2009.06.07-sondage-jour-du-vote.pdf](http://www.tns-sofres.com/_assets/files/2009.06.07-sondage-jour-du-vote.pdf).

et des chefs d'entreprise ne se sont pas rendus aux urnes)<sup>11</sup>. Gauche et droite se sont mobilisées dans des proportions à peu près équivalentes (voir tableau 1, p. 49 : Qui s'est abstenu ?). Seuls les électeurs du « non de droite » lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen de 2005 ont davantage boudé les urnes (68 % se sont abstenus). Ce surabstentionnisme est un signe des problèmes de mobilisation électorale que rencontre particulièrement le Front national dans ce type d'élection.

## LE PARTI AU POUVOIR LARGEMENT EN TÊTE

Contrairement à ce qui se passe souvent dans des élections « intermédiaires » où les forces au pouvoir sont sanctionnées, les listes de l'UMP et de son allié, le Nouveau Centre, ont fait partout la course en tête. Avec 27,9 % des suffrages exprimés en moyenne nationale, la droite classique a connu une hausse très sensible par rapport aux élections européennes de 2004 : + 11,3 points (voir graphique 2, p. 46). Ce bon résultat a remis l'UMP au cœur du dispositif électoral des droites : en 1999 le prédécesseur de l'UMP, le Rassemblement pour la République (RPR), pesait 34 % du capital électoral de toutes les droites, en 2004 les listes de l'UMP en constituaient 44 %, en 2009 elles en représentent 67 %. Les listes de l'UMP-Nouveau Centre arrivent en tête dans toutes les grandes régions, même dans les « terres de gauche » : dans la grande région Centre, avec 28,5 %, la liste de l'UMP-Nouveau Centre devance celle du PS de 10,7 points ; dans le Grand Ouest, avec 27,2 %, l'UMP-Nouveau Centre devance le PS de 9,9 points ; dans le Grand Sud-Ouest, la liste de l'UMP-Nouveau Centre arrive, avec 26,9 %, 9,2 points devant celle du PS. Cette domination territoriale se retrouve sur le terrain démographique et sociologique : l'UMP-Nouveau Centre domine le PS même chez les électeurs jeunes (18 à 24 ans, 21 % contre 11 % pour le PS), chez les ouvriers (15 % contre 13 %) ou encore chez les personnes diplômées de l'enseignement supérieur (26 % contre 19 %). Ce vote en faveur des listes de l'UMP-Nouveau Centre a également une forte dimension européenne : 42 % des électeurs qui avaient voté « oui » en 2005 ont choisi une liste de l'UMP-Nouveau Centre, 19 % seulement se sont tournés vers une liste du PS. Toujours selon le sondage « jour du vote » TNS

11. Dans la suite de ce texte, toutes les données utilisées pour analyser les électorats du 7 juin sont issues du sondage « jour du vote » réalisé le 7 juin 2009 par TNS SOFRES et Logica pour France Télévisions, Radio France, *Le Monde* et *Le Point*. Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès d'un échantillon national de 2 000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus.

SOFRES-Logica, 69 % des électeurs de l'UMP-Nouveau Centre considèrent que « l'Europe nous protège plutôt des effets de la crise économique ». Seulement 48 % des électeurs du PS pensent de même.

Cette dynamique électorale de l'UMP-Nouveau Centre est particulièrement vive dans le Grand Ouest (Mayenne, Morbihan, Loire-Atlantique, Vendée) ainsi qu'en région parisienne (Yvelines, Hauts-de-Seine) et dans quelques départements comme le Var, la Marne ou en Lot-et-Garonne. La progression est en revanche sensiblement plus modeste dans un ensemble de départements qui va des Deux-Sèvres à la Haute-Loire. Cette territorialisation différenciée de la dynamique électorale dessine les zones d'une éventuelle reconquête pour l'UMP lors des prochaines élections régionales de 2010.

### UNE DROITE SOUVERAINISTE EN ÉROSION

Après ses succès des années 1990, la droite souverainiste continue son déclin entamé aux élections européennes de 2004 (graphique 3, p. 28). Avec 6,7 % des suffrages, les listes Libertas et Debout la République (DLR) perdent 1,7 point par rapport à 2004. La perte est particulièrement forte dans la région Île-de-France (- 3,4 points), où l'UMP a connu une vive progression et a réintégré dans la droite classique nombre des électeurs des autres droites. La seule zone où le souverainisme de droite « fait de la résistance » est le Grand Ouest, où, avec un niveau de 10,3 %, on constate un « effet de Villiers ». Cet électorat souverainiste n'a de véritable poids que dans les tranches d'âge élevées (9 % chez les 65 ans et plus pour les listes Libertas et DLR), chez les travailleurs indépendants (14 % chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise) et chez ceux qui avaient choisi le « non » en 2005 (13 % d'entre eux ont voté pour les listes Libertas ou DLR).

### UNE EXTRÊME DROITE QUI CONTINUE SON DÉCLIN

Avec 6,3 % les listes du FN enregistrent leur plus mauvais score à des élections européennes depuis vingt-cinq ans (voir graphique 4, p. 47). Depuis 2004, elles ont perdu 3,5 points. L'érosion est particulièrement forte en Île-de-France (- 4,2 points), dans le Grand Centre (- 4,5 points)

et dans le Grand Est (- 4,6 points). La résistance électorale est meilleure sur toute la façade ouest, qui est traditionnellement une « terre de mission », et dans le Grand Nord-Ouest (- 2,7 points), où il y a un « effet Marine Le Pen » lié à une capacité des listes du FN à être le débouché électoral d'une certaine « désespérance sociale ». Celle-ci est tout à fait visible dans une sociologie qui s'est « durcie » : 9 % des hommes ont choisi des listes du FN (contre 3 % seulement des femmes), 20 % des 18-24 ans (et certainement, parmi eux, ces jeunes « dont on ne parle pas », issus de milieux populaires et très souvent en profonde difficulté d'insertion sociale et professionnelle) et 21 % des ouvriers. Cette évolution démographique et sociologique donne aujourd'hui à ce qui reste de l'électorat frontiste un profil particulier, très masculin, jeune et populaire : sur cent électeurs frontistes, 74 sont des hommes, 46 des 18-34 ans et 40 des ouvriers.

### DES DROITES QUI RESTENT MINORITAIRES MAIS QUI SONT EN PROGRESSION SENSIBLE

Depuis 1999, l'ensemble des droites stagnait en dessous du niveau de 40 % des suffrages exprimés : 37,3 % en 1999, 38 % en 2004. Avec 41,5 % (soit une croissance de 3,5 points depuis 2004), les droites ont sensiblement progressé, mais restent éloignées du niveau de 48,4 % qui était le leur aux élections européennes de 1994. Face à cet ensemble électoral des droites, le centrisme capte 8,4 % des électeurs, les gauches 45,4 % et les « divers » 4,7 %. Tel est le rapport des forces électorales qui s'est dégagé à l'issue des élections européennes du 7 juin et qui définit l'espace des combats électoraux à venir. Si les droites veulent redevenir majoritaires, elles devront mobiliser, rassembler massivement leur camp, attirer au tour décisif une part importante des électeurs du MoDem et séduire une frange significative des électeurs tentés par les enjeux de l'écologie et du développement durable.

### UN CENTRISME D'OPPOSITION EN DÉCLIN

Avec 8,5 % des suffrages, les listes du MoDem perdent 3,5 points sur les résultats de l'UDF depuis 2004 et se retrouvent même à un niveau inférieur à celui de la liste Bayrou de 1999 (9,3 %). Elles retournent au niveau d'étiage (8,4 %) atteint par la liste Veil (UDF dissident) en

1989 (voir graphique 5, p. 47). La stratégie d'un centrisme d'opposition radicale, menée depuis des mois par François Bayrou, n'a pas rencontré d'écho électoral. Le déclin est même très sévère dans le Grand Sud-Ouest (- 4,6 points), dans le Grand Sud-Est (- 4,4 points) et en Île-de-France (- 4,1 points). De vieilles terres de la démocratie chrétienne (Lozère, Bas-Rhin, Haute-Savoie...) ont massivement boudé le nouveau cours très antisarkozyste de l'« hypercentre » bayrouiste.

Les listes du MoDem gardent encore quelques timides traces du renouvellement socio-démographique que François Bayrou avait permis en 2007 : elles attirent 11 % des votes des 18-24 ans et des 25-34 ans, 12 % des votes des cadres et des professions intellectuelles, et 12 % des électeurs ayant un diplôme de l'enseignement supérieur. L'électorat bayrouiste de 2007 a totalement « éclaté » : 43 % seulement des électeurs qui avaient voté en faveur de François Bayrou au premier tour de la présidentielle de 2007 et qui sont allés voter le 7 juin 2009 ont choisi les listes du MoDem, 20 % ont préféré les listes d'Europe Écologie, 12 % celles de l'UMP-Nouveau Centre, 8 % celles du PS.

Tous ces mouvements ont amené une « droitisation » de l'électorat restant du MoDem : sur cent électeurs du MoDem en 2009, 42 avaient choisi Nicolas Sarkozy au second tour de la présidentielle de 2007, 36 avaient préféré Ségolène Royal et 23 s'étaient abstenus ou étaient trop jeunes pour voter alors. Ce nouveau centre de gravité de l'électorat du MoDem peut poser un problème pour un leader qui continuerait une stratégie d'opposition radicale et violemment antisarkozyste.

## UNE GAUCHE ÉCLATÉE ET EN LÉGÈRE ÉROSION

La gauche, tout en gardant une majorité relative dans l'électorat par rapport à la droite, connaît un tassement qui prolonge un déclin engagé en 2004 ; de 52,9 % en 1999, les gauches sont passées à 46,2 % en 2004 puis à 45,4 % en 2009. Au-delà de cette érosion, le PS a perdu son rôle de pivot de la coalition des gauches électorales : en 1999, il représentait 42 % du capital électoral des gauches ; en 2004, 63 % ; en 2009, il en représente tout juste un gros tiers (36 %). Cette situation peut être préoccupante pour un Parti socialiste appelé demain à constituer l'axe de majorités alternatives. Il y a là le signe d'une déstructuration de la gauche au travers, certes, de la logique dissolvante des européennes et de la représentation proportionnelle, mais aussi de la crise d'identité du socialisme démocratique constatée en France et au-delà de nos frontières.

## UN PARTI SOCIALISTE EN CHUTE LIBRE

De 2004 à 2009, le PS a perdu 12,4 points dans l'électorat. Avec 16,5 % des suffrages, il enregistre, juste après le niveau plancher atteint par la liste Rocard en 1994, le plus mauvais score en trente années de compétition électorale européenne (voir graphique 6, p. 47). Le décrochage électoral est général. Les bastions historiques comme les zones de conquête plus récente sont touchés : - 14,1 points dans le Grand Sud-Est, - 13,6 points dans le Grand Ouest, - 13,4 points dans le Grand Centre, - 13,1 points dans le Grand Sud-Est, - 11,9 points dans le Grand Nord-Ouest... Dans certains départements, parfois de vieille implantation, la chute est vertigineuse : - 17 points en Haute-Vienne et dans le Finistère, - 16,8 points dans l'Indre, - 16,3 points en Haute-Garonne. Sur les plans démographique et social, le PS connaît une quasi-marginalisation dans des secteurs qui lui étaient favorables ou dans lesquels il avait entrepris une reconquête : les listes du PS ont capté seulement 11 % des votes des 18-24 ans, 15 % des votes des cadres et des professions intellectuelles et 13 % des votes des ouvriers. À l'occasion de ces élections européennes, l'électorat socialiste semble s'être « dissous dans la nature écologiste », mais pas seulement : sur cent électeurs qui avaient voté en faveur de Ségolène Royal au premier tour de la présidentielle de 2007 et qui sont allés voter le 7 juin 2009, 46 seulement sont restés fidèles aux listes du PS, 26 ont choisi celles d'Europe Écologie, 17 celles de la gauche de la gauche, 4 celles du MoDem et 7 celles de la droite ou des « divers ».

## UNE MOUVANCE ÉCOLOGISTE EN TRÈS FORTE HAUSSE

Certes, dans le passé, l'écologie politique a déjà rencontré quelques succès électoraux lors des européennes (10,6 % pour la liste Waechter en 1989, 9,7 % pour la liste Cohn-Bendit en 1999), mais jamais celle-ci n'avait atteint de tels sommets (16,3 %), où l'écologie peut maintenant tutoyer les « grands » (voir graphique 7, p. 48). La présence du courant écologiste est nationale même si elle garde une inégalité de représentation, les régions urbaines à fort potentiel de cadres contrastant avec des régions plus ouvrières ou rurales. En Île-de-France, la liste Cohn-Bendit dépasse même la barre des 20 % (20,9 %). Ensuite, le dégradé d'implantation est le suivant : 18,3 % dans le Grand Sud-Est, 16,6 % dans le

Grand Ouest, 15,8 % dans le Grand Sud-Ouest, 14,3 % dans le Grand Est, 13,6 % dans le Grand Centre et 12,1 % dans le Grand Nord-Ouest.

En progression de 8,9 points depuis 2004, le courant écologiste connaît une envolée irrésistible en Île-de-France avec une hausse de 13,3 points.

Cette dynamique lui permet de confisquer toute une « modernité sociologique » à son profit : 32 % des cadres et des professions intellectuelles ont choisi des listes d'Europe Écologie, 24 % des professions intermédiaires, 23 % de ceux qui ont un diplôme de l'enseignement supérieur. Europe Écologie se retrouve ainsi en position de véritable « aimant électoral » au cœur du centre et de la gauche : 26 % des électeurs de Ségolène Royal (au premier tour de l'élection présidentielle de 2007) ont voté Europe Écologie, 20 % des électeurs de François Bayrou, 20 % des électeurs d'Olivier Besancenot...

Cet électorat est, avec celui de l'UMP-Nouveau Centre, un des plus « européens » : 59 % des électeurs d'Europe Écologie se sont intéressés à la campagne des élections européennes (contre seulement 24 % de l'ensemble des électeurs), 77 % disent avoir tenu compte avant tout des positions prises sur les problèmes de la construction européenne pour faire leur choix (contre 60 % dans l'ensemble de l'électorat), 53 % considèrent que l'Europe nous protège plutôt des effets de la crise économique (contre 31 % seulement de l'ensemble de l'électorat).

Cependant, cet électorat est, plus que tous les autres, un électorat du dernier moment : 61 % se sont décidés dans la dernière semaine (contre 45 % de l'ensemble de l'électorat). La question de la fidélisation de cet électorat est donc décisive pour l'avenir et la capacité de cette percée verte à remettre en cause, de manière durable, les grands équilibres électoraux.

### UN LÉGER FRISSONNEMENT DE LA GAUCHE PHILO-COMMUNISTE

Le Front de gauche<sup>12</sup>, en dépit de sa volonté d'élargissement des bases du communisme électoral, n'a pas su créer de véritable dynamique. Il n'a connu qu'un léger frissonnement : + 0,7 point depuis 2004 (voir graphique 8, p. 48). L'encéphalogramme électoral du communisme, même revu et corrigé, est resté plat, sauf dans le Grand Sud-Ouest, où la progression est un peu plus vive (+ 1,7 point) grâce à un modeste « effet

12. Le Front de gauche est une alliance électorale constituée, dans la perspective des élections européennes, à l'initiative du PCF et du Parti de gauche (créé par Jean-Louis Mélenchon) et élargie à la Gauche unitaire (dissidence du NPA), à République et socialisme (originaire du Mouvement républicain et citoyen) et à la Convention pour une alternative progressiste.

Mélenchon », et dans le Grand Centre (+ 1,8 point), où certains pans du vieux communisme du Limousin et du Massif central se sont en partie réveillés.

La démographie de cet électorat reste d'ailleurs très marquée par la maturité et par le « troisième âge » : les listes du Front de gauche ont atteint 9 % chez les 50-64 ans et 6 % chez les 65 ans et plus ; 91 % de ceux qui avaient voté en faveur de Marie-George Buffet en 2007 ont choisi le Front de gauche, et la capacité à attirer au-delà dans d'autres courants de gauche est restée très modeste : seuls 10 % des électeurs d'Olivier Besancenot en 2007 ont rejoint les troupes électorales du Front de gauche.

### UNE EXTRÊME GAUCHE QUI ÉCHOUE DANS SON PARI D’AFFIRMER UN PÔLE FORT DE GAUCHE PROTESTATAIRE

L'ensemble des listes du Nouveau Parti anticapitaliste et de LO, avec 6,1 % des suffrages, connaissent une progression sensible (+ 2,8 points) par rapport à 2004 (voir graphique 9, p. 48). C'est le niveau le plus élevé atteint par l'extrême gauche dans des élections européennes, mais l'ambition du parti d'Olivier Besancenot de redistribuer les cartes entre la gauche de gouvernement et la gauche protestataire rencontre un cinglant échec.

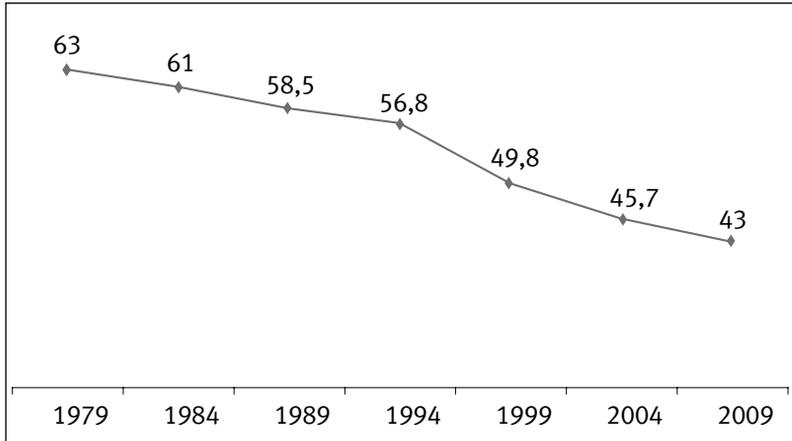
L'extrême gauche atteint des niveaux significatifs chez les jeunes (11 % chez les 18-24 ans) et dans les couches populaires (9 % chez les employés, 16 % chez les ouvriers). La capacité de l'extrême gauche, et particulièrement du NPA, à sortir de l'univers quelque peu enclavé de la gauche extrême reste très faible : 6 % seulement de l'électorat de Ségolène Royal au premier tour en 2007 et 2 % de celui de Marie-George Buffet ont voté pour les listes du NPA. Les forces centrifuges ont en outre attaqué le noyau électoral d'Olivier Besancenot : 40 % seulement de ses électeurs de 2007 sont restés fidèles aux listes du NPA en 2009, 20 % ont préféré Europe Écologie, 14 % les listes de l'Alliance écologiste indépendante, 10 % celles du Front de gauche, 6 % celles du PS... Enfin, ces électeurs de l'extrême gauche obéissent à un très fort tropisme national assez éloigné des voies de la recherche d'une « autre Europe » : 65 % d'entre eux ont tenu avant tout compte des problèmes qui se posent en France pour décider de leur vote.

Ainsi, ces élections européennes ont apporté leur lot de surprises et de nouveautés en démentant partiellement la logique des « élections intermédiaires » souvent appliquée pour rendre compte des résultats des scrutins européens. Celle-ci veut que les élections européennes soient marquées par une forte volonté de « vote sanction », à l'issue duquel l'opposition sort renforcée, la majorité désavouée, la protestation ragaillardie et la participation entamée par une démobilisation de l'électorat des forces au pouvoir. La participation a certes été très faible, mais elle n'a pas donné lieu à une démobilisation plus forte que la moyenne des électeurs de la majorité. Les protestations, particulièrement extrémistes, ne sont pas sorties renforcées, et les forces s'inscrivant dans une « culture de gouvernement » sont restées très dominantes. Le parti majoritaire, alors que ces élections se tenaient à la fois dans un contexte de crise majeure et de relative impopularité de l'exécutif, s'est très bien comporté. Enfin, le principal parti d'opposition, qui était en phase de reconstruction, a vu son fragile édifice s'effondrer et une nouvelle force écologiste de poids électoral équivalent apparaître à ses côtés.

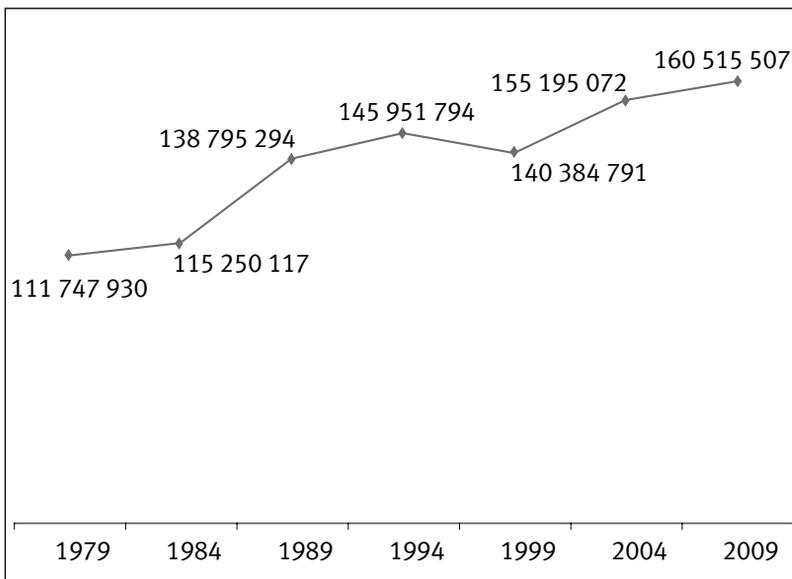


# ANNEXES

**Graphique I** : évolution de la participation aux élections européennes [1979-2009] en pourcentage des suffrages exprimés



**Graphique II** : évolution du nombre d'électeurs ayant pris part aux élections européennes [1979-2009]



**Tableau I** : résultats des élections européennes par forces politiques (1979-2009) en pourcentage des suffrages exprimés

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
Extr. gauche	1,7	2,3	2,1	1,5	2,7	2,9	2,9
Gauche	39,7	38,8	39,3	36	33,3	33,3	29,2
Droite	51,1	46,6	38,6	42,2	39,8	39,2	44,5
Extr. droite	2,1	4,6	6,2	7,7	6,8	8,1	6,6
Écologistes	1,8	3,8	7,7	5,2	5,3	5,8	5,6
Eurosceptiques	0,6	0,6	0,4	0,6	2,3	3,4	3,2
Divers	3	3,3	5,8	6,9	9,3	7,2	7,2

**Tableau II** : les cinq résultats les plus élevés recueillis par une formation de droite modérée aux élections européennes de 2009 (en pourcentage des suffrages exprimés)

Pays	Parti	Résultat
Hongrie	Alliance des jeunes démocrates (Fidesz)	56,3
Pologne	Plate-forme civique (PO)	44,4
Espagne	Parti populaire (PP)	42,2
Chypre	Rassemblement démocratique (DISY)	35,6
Italie	Parti du peuple de la liberté (PDL)	35,2

**Tableau III** : les cinq résultats les plus élevés recueillis par une formation de gauche modérée aux élections européennes de 2009 (en pourcentage des suffrages exprimés)

Pays	Parti	Résultat
Malte	Parti travailliste (MLP)	54,7
Grèce	Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	36,7
Slovaquie	Direction (SMER)	32
Estonie	Parti du centre (KE)	26,4
Suède	Parti social-démocrate (SAP)	24,4

Tableau IV : le vote sanction aux élections européennes de 2009

Pays	Effectivité du vote sanction
Allemagne	–
Autriche	+
Belgique	–
Bulgarie	+
Chypre	=
Danemark	=
Espagne	+
Estonie	=
Finlande	–
France	–
Grèce	+
Hongrie	+
Irlande	+*
Italie	–
Lettonie	–
Lituanie	–
Luxembourg	–
Malte	+
Pays-Bas	–
Pologne	–
Portugal	+
République tchèque	–
Roumanie	–
Royaume-Uni	+
Slovaquie	–
Slovénie	+
Suède	–

+ : Vote sanction      = : Faible vote sanction      – : Pas de vote sanction

\* Mais en faveur d'un parti de la même tendance politique que le parti au pouvoir.

**Tableau V** : résultats des formations écologistes aux élections européennes (1979-2009) en pourcentage des suffrages exprimés

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
Écologistes	1,7	3,7	7,6	5,1	5,2	5,7	5,6

**Tableau VI** : résultats des formations d'extrême gauche aux élections européennes (1979-2009) en pourcentage des suffrages exprimés

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
Extrême gauche	1,7	2,2	2	1,5	2,7	2,8	2,9

**Tableau VII** : résultats des formations d'extrême droite aux élections européennes (1979-2009) en pourcentage des suffrages exprimés

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
Extrême droite	2,1	4,6	6,1	7,7	6,8	8,1	6,6

**Tableau VIII** : résultats des formations eurosceptiques aux élections européennes (1979-2009) en pourcentage des suffrages exprimés

	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
Eurosceptiques	0,5	0,5	0,3	0,5	2,7	3,4	3,2

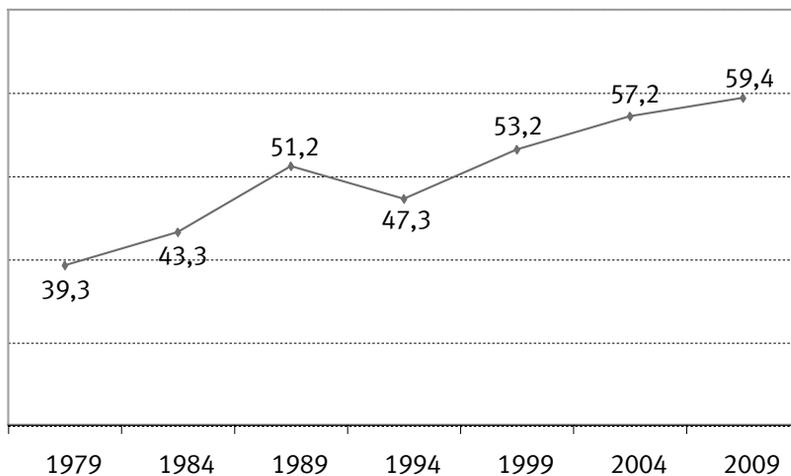
Carte 1 : tendance politique des gouvernements avant les élections européennes de 2009



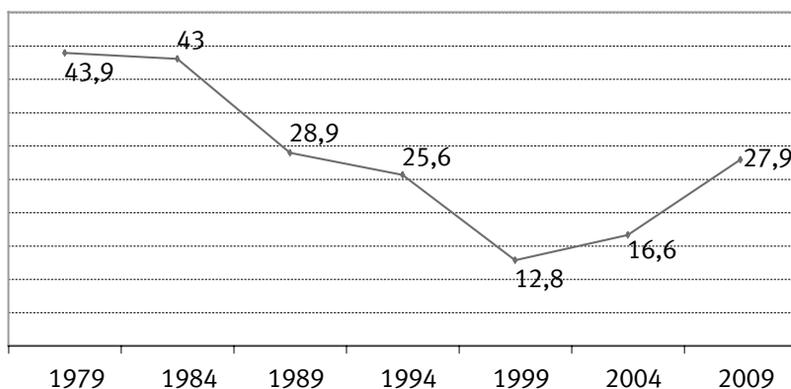
Carte II : tendance politique des vainqueurs des élections européennes de 2009



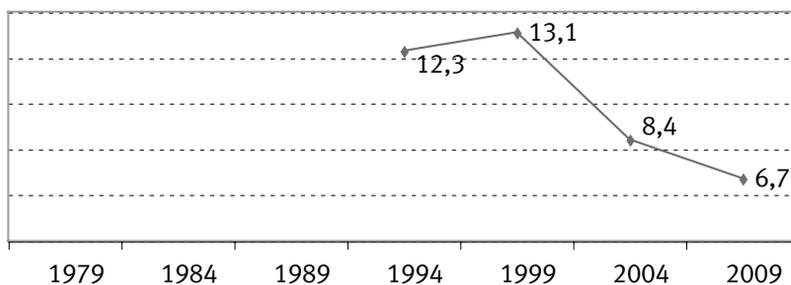
**Graphique I : l'abstention aux européennes (%)**



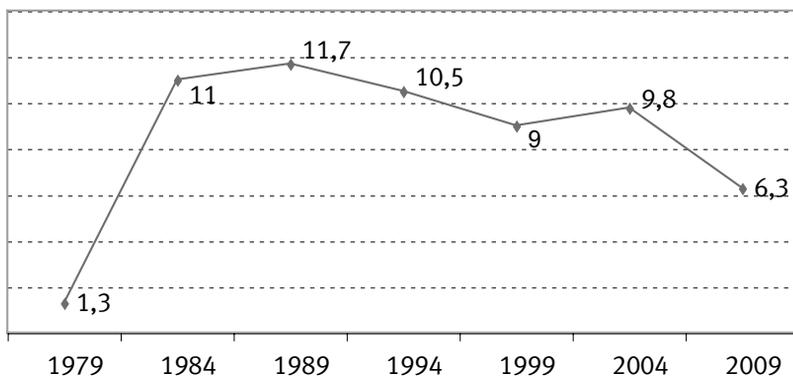
**Graphique II : la droite classique aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés**



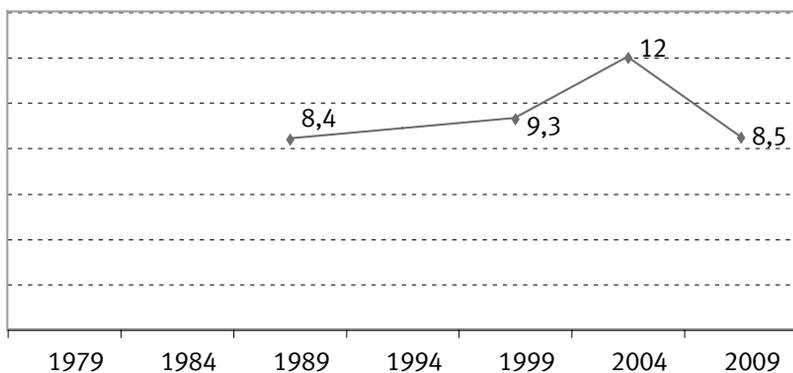
**Graphique III : la droite souverainiste aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés**



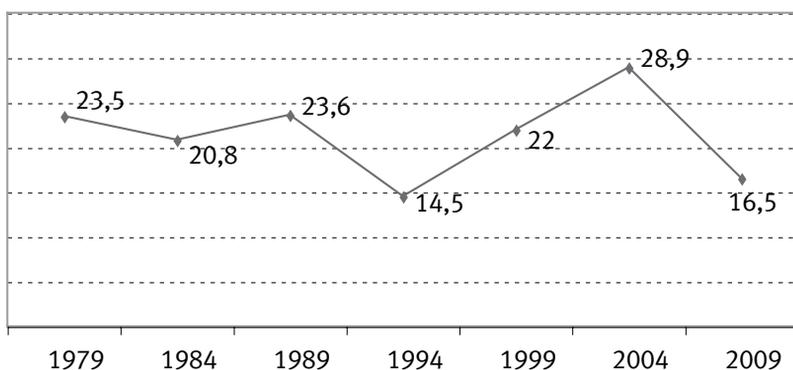
**Graphique IV :** l'extrême droite aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés



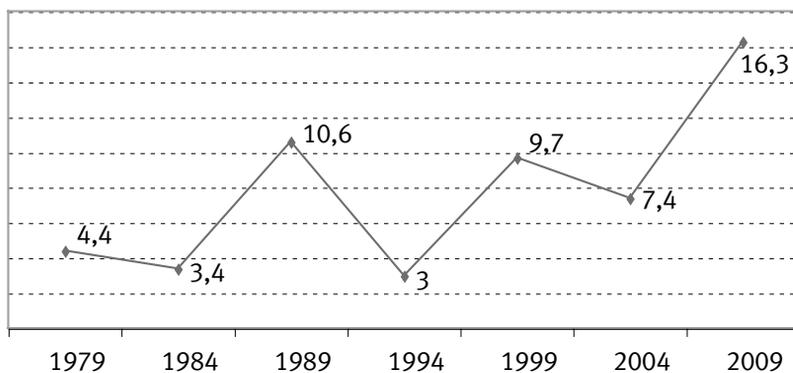
**Graphique V :** le centrisme aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés



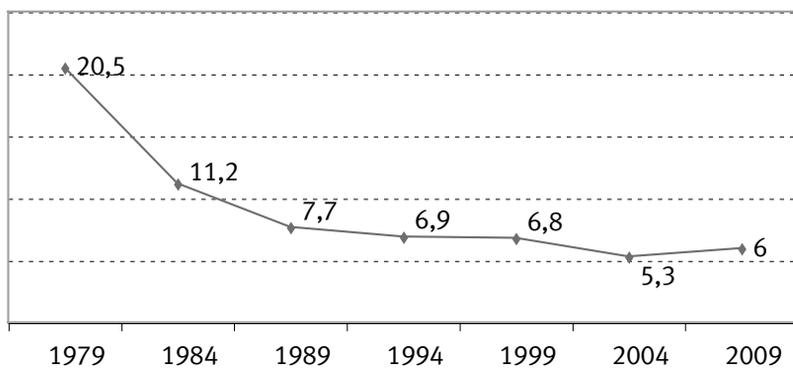
**Graphique VI :** le PS aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés



**Graphique VII** : les écologistes aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés



**Graphique VIII** : le PCF aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés



**Graphique IX** : l'extrême gauche aux européennes en pourcentage des suffrages exprimés

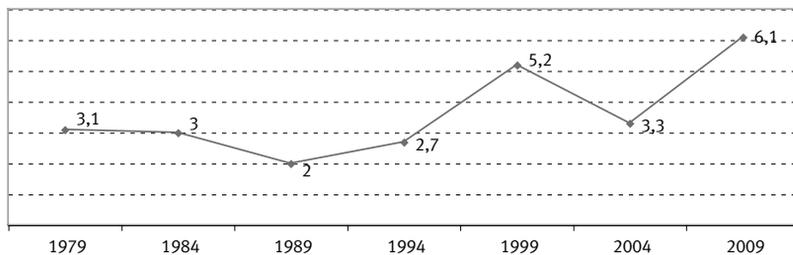


Tableau I : Qui s'est abstenu ? [%]

Échantillon global	59,5
Sexe	
Hommes	62
Femmes	58
Âge	
18-24 ans	70
25-34 ans	72
35-49 ans	64
50-64 ans	58
65 ans et plus	42
Profession du chef de ménage	
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	77
Cadre, profession intellectuelle	52
Profession intermédiaire	63
Employé	66
Ouvrier	69
Inactif, retraité	51
Vote au second tour de la présidentielle 2007	
S. Royal	59
N. Sarkozy	56
Abstention, blanc, nul, sans réponse	63
Vote au référendum de 2005	
Oui de gauche	47
Oui de droite	39
Non de gauche	58
Non de droite	68

Source : Sondage « jour du vote » TNS SOFRES 7 juin 2009



# SOUTENEZ LA FONDAPOL

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondapol les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

## **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 20 000€, vous pourrez déduire 12 000€ d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000€ à votre entreprise.

## **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000€, de 75 % de vos dons versés.

Dans le cas d'un don de 1 000€, vous pourrez déduire 660€ de votre IR ou 750€ de votre ISF. Pour un don de 5 000€, vous pourrez déduire 3 300€ de votre IR ou 3 750€ de votre ISF.

**Contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**

## *Une fondation libérale, progressiste et européenne*

La **Fondation pour l'innovation politique** offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondapol privilégie trois enjeux : **la croissance économique, l'écologie et les valeurs.**

Le site [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org) met à la disposition du public la totalité de ses travaux ainsi qu'une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques (Politique 2.0).

La **Fondapol** est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

